

MISE EN VENTE

D'une maison à usage d'habitation

10 quai du Châtelet

ORLEANS



Appel à offres d'achat

Modalités de la consultation

et conditions de présentation des offres

Consultation et visite du 12 janvier 2026 au 20 février 2026
Offres à remettre en mairie au plus tard le 31 mars 2026 à 17h00, ou par courrier, cachet de la
poste faisant foi - L'envoi des offres par mail est irrecevable.
Mise en vente approuvée en Conseil Municipal du 11 décembre 2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - PREAMBULE.....	3
1.1 Contexte	3
1.2 Objet de la consultation : appel à candidatures	3
ARTICLE 2 – DÉSIGNATION ET DESCRIPTION DU BIEN	3
2.1 Situation et superficies.....	3
2.2 Description	4
2.3 Urbanisme réglementaire	4
2.3.1 Plan Local d'Urbanisme.....	4
2.3.2 Servitudes administratives.....	5
2.4 Origines de propriété et usage antérieur.....	5
2.5 Dossier des diagnostics techniques.....	5
2.6 Précisions techniques.....	5
2.7 Servitudes.....	5
2.8 Informations environnementales.....	6
2.9 Assujettissement de la vente à la TVA	6
ARTICLE 3 – DESTINATION DE L'IMMEUBLE / PRESCRIPTIONS PARTICULIERES.....	6
ARTICLE 4 – GARANTIES ET CLAUSES PARTICULIERES.....	6
4.1 Garantie d'éviction	6
4.2 Clause de complément de prix.....	7
ARTICLE 5 – DEROULEMENT DE LA CONSULTATION	7
5.1 Calendrier de la procédure.....	7
5.2 Interlocuteurs / Demandes de renseignements	8
5.3 Présentation des offres d'acquisition.....	8
5.4 Contenu des offres	8
5.5 Analyse des offres / critères d'évaluation.....	10
5.6 Suite donnée à l'offre d'achat et signature de la vente, emportant transfert de propriété	10
ARTICLE 6 – DOSSIER REMIS ET DOCUMENTS EN CONSULTATION OU TELECHARGEABLES	11
ARTICLE 7 – ELECTION DE DOMICILE	11

ARTICLE 1 - PREAMBULE

1.1 Contexte

La Ville d'Orléans a acquis l'immeuble 10 quai du Châtelet en 1990 par préemption dans le cadre d'une opération d'urbanisme alors soumise à concours, pour constituer une réserve foncière en vue de permettre la mise en œuvre d'une politique locale de l'habitat.

Ce bien a été occupé jusqu'en 2023 et la collectivité n'ayant plus de projet d'affectation future, il est décidé de le céder sur le marché privé.

1.2 Objet de la consultation : appel à candidatures

La présente consultation a pour objet de recueillir des candidatures dans le cadre de la mise en vente à l'amiable d'un immeuble appartenant à la Ville d'Orléans situé 10 quai du Châtelet à Orléans, après publicité et mise en concurrence.

Cette procédure est suivie par le Service action foncière et stratégie immobilière de la ville d'Orléans, safsi@orleans-metropole.fr, tél. 02.38.79.25.56.

Toute personne intéressée pourra déposer une offre d'achat dans les conditions prévues ci-après, dans le respect des formes et délais précisés par le présent document contenant les conditions de vente et l'ensemble des informations juridiques, administratives et techniques relatives à l'immeuble.

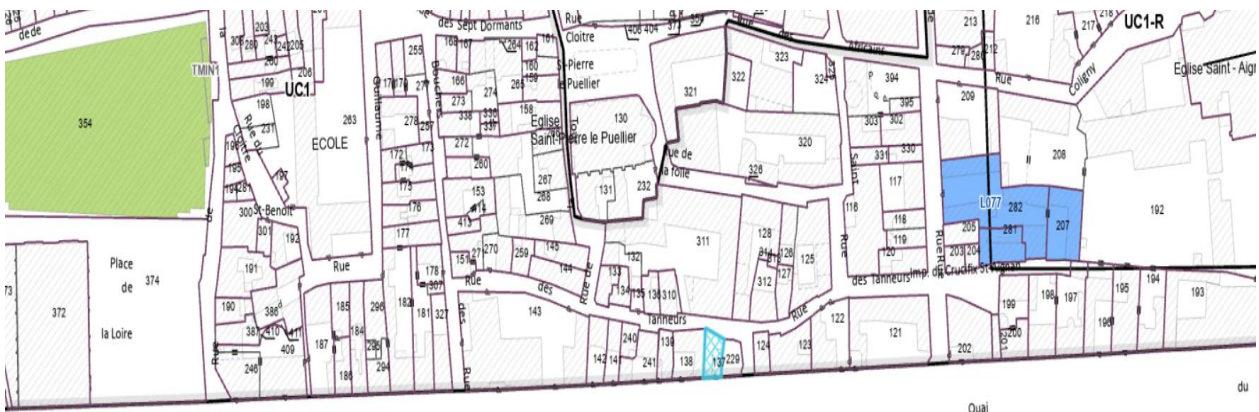
Ce document sera également disponible sur le site Internet de la Ville d'Orléans, <https://www.orleans.fr>

ARTICLE 2 – DESIGNATION ET DESCRIPTION DU BIEN

2.1 Situation et superficies

Ce bâtiment d'une superficie habitable d'environ 124 m² est idéalement situé à proximité du centre-ville sur les quais de Loire. Il borde au Nord la rue des Tanneurs. L'entrée se situe au Sud du bâtiment au n° 10 quai du Châtelet et se fait par une porte cochère donnant sur une cour fermée.

Le bien a pour assiette la parcelle cadastrée Section BL numéro 137 d'une superficie cadastrale de 107 m² et fait actuellement l'objet d'un état descriptif de division-règlement de copropriété qui sera annulé préalablement à la vente, la Ville étant propriétaire de l'ensemble des lots.



2.2 Description

Le bâtiment a été construit dans les années 1850. Il correspond à une maison à usage d'habitation sur 3 niveaux comprenant :

- ✓ Au rez-de-chaussée surélevé : une entrée, une chambre sur rue, une salle de bains, un WC, dans le retour en équerre une grande pièce,
- ✓ A l'Étage : une cuisine avec tomettes et poutres apparentes, un grand séjour dans l'aile en retour avec poutres et cheminée,
- ✓ Au 3^{ème} niveau, un grenier non aménagé (difficilement convertible en habitation),
- ✓ Une cave semi-enterrée accessible depuis la cour,
- ✓ Une cour avec possibilité de stationner un petit véhicule.

Entre 1992 et 1998, des désordres ont affecté cette maison notamment à la suite de la démolition de garages, en 1992, au n° 8 quai du Châtelet. Le numéro 10 a alors présenté un mouvement de basculement, aggravé semble-t-il en raison de la présence d'une cave partielle sous cette habitation. En 1998, des travaux de consolidation, notamment de reprise de sous-œuvre par l'exécution de micropieux ont été réalisés. Ce sinistre avait également affecté l'immeuble voisin situé au 12 quai du Châtelet.

En 1998, il a été effectué des travaux de décoration et de remise aux normes, notamment une remise en état complète de l'installation électrique, une vérification de l'installation de chauffage, des travaux de revêtement et peintures, une reprise des menuiseries dont la maîtrise d'ouvrage a été confiée à la SEMDO, déléguée par la Ville d'Orléans par convention publique d'aménagement dans le cadre de la réalisation de la ZAC des Halles 2.

Autres travaux effectués :

En 2009 : création d'une porte cochère (déclaration préalable jointe)

En 2014 : réfection partielle des enduits (déclaration préalable jointe)

Le bâtiment est accessible par un escalier extérieur avec petit perron donnant dans une cour fermée.



Etat global du bien : le logement est classé « E » au diagnostic de performance énergétique. Il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

2.3 Urbanisme réglementaire

2.3.1 Plan Local d'Urbanisme

La maison d'habitation est classée en zone UC1 du Plan Local d'Urbanisme métropolitain (PLUm). Cette zone correspond à une zone urbaine de centralité métropolitaine.

Le règlement afférent peut être consulté sur le site Internet d'Orléans Métropole :

<https://www.orleans-metropole.fr/actions-et-services/grands-projets-urbains/consulter-le-plum>

Les candidats sont invités à se rapprocher du service Instruction et Autorisations d'Urbanisme pour toute question relative à l'urbanisme réglementaire.

2.3.2 Servitudes administratives

- Servitude relative aux sites inscrits et classés (servitude AC2),
- Site patrimonial remarquable (servitude AC4) – ZPPAUP Orléans Centre-Ville/Secteur 1 : quartiers historiques du Centre,
- Servitude établie à l'extérieur des zones de dégagement (servitude T7) : altitude maximum des obstacles 272 mètres,
- Plan de prévention des risques inondations (servitude PM1) : Zone Urbaine Dense – zone d'aléa fort hauteur (Fh),
- Plan de prévention des risques inondations (servitude PM1) : zone d'Expansion de Crue (ZEC) – Zone d'aléa fort hauteur (Fh).

2.4 Origines de propriété et usage antérieur

Le bien a été acquis par la Ville d'Orléans par préemption suivant acte reçu par Maître PLEAU, notaire à Orléans, le 18 décembre 1990.

Ledit acte a été publié au 1^{er} bureau des hypothèques d'Orléans le 17 janvier 1991, volume 1991P, numéro 411.

Suivant acte reçu par Maître DUPUY-DENUS le 16 mars 2009, la Ville d'Orléans a cédé l'usufruit du bien à Madame H.

Ledit acte a été publié au 1^{er} bureau des hypothèques d'Orléans le 8 avril 2009, volume 2009P, numéro 1951.

L'usufruit de Madame H. sur le bien s'est éteint à son décès survenu le 3 février 2023.

2.5 Dossier des diagnostics techniques

Le dossier des diagnostics techniques est disponible sur le site de la Ville d'Orléans. Il comprend :

- Le rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante,
- Le diagnostic de performance énergétique ainsi que l'audit énergétique,
- Le diagnostic de l'état de l'installation intérieure d'électricité,
- L'état des risques et pollutions,
- Le rapport de l'état de l'installation intérieure de gaz,
- Le constat du risque d'exposition au Plomb,

2.6 Précisions techniques

Cette maison d'habitation est équipée d'un chauffage central gaz avec radiateurs à robinets thermostatiques.

2.7 Servitudes

L'acquéreur profitera ou supportera les servitudes s'il en existe.

Le vendeur déclare :

- n'avoir créé ni laissé créer de servitude,
- qu'à sa connaissance, il n'en existe pas d'autres que celles résultant de la situation naturelle des lieux, de la loi, de l'urbanisme.

L'acte d'acquisition de la collectivité ne mentionne en outre aucune autre servitude.

2.8 Informations environnementales

Le site n'est pas référencé sur les bases BASIAS (Base des Anciens Sites Industriels et Activités de Service), base de données faisant l'inventaire de tous les sites industriels ou de services, anciens ou actuels, ayant eu une activité potentiellement polluante, développée par le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), ni BASOL (base de données sur les sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif, recensée par la préfecture du Loiret et la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement).

2.9 Assujettissement de la vente à la TVA

La vente ne sera pas assujettie à la TVA immobilière, la collectivité agissant dans le cadre de la simple gestion de son patrimoine.

ARTICLE 3 – DESTINATION DE L'IMMEUBLE / PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Le bien est vendu pour tout usage pouvant s'inscrire dans les occupations autorisées dans le règlement de la zone UC1 (zone urbaine de centralité métropolitaine) du Plan Local d'Urbanisme métropolitain.

Esquisse de faisabilité non contractuelle

Afin de permettre une analyse de la faisabilité des projets des candidats, étant précisé que la collectivité ne souhaite pas que le bien soit démoli, une clause particulière sera intégrée à l'acte de vente en ce sens, le candidat devra décrire son projet le plus précisément possible dans une notice jointe à son offre, qui indiquera notamment :

- ❖ quelle sera l'utilisation du bien après l'acquisition, et notamment le cas échéant, le nombre de logements (et leur typologie) ou de bureaux projetés, en détaillant les surfaces utile et de plancher. S'il y a projet d'implanter une activité identifiée, le candidat apportera les précisions utiles pour apprécier l'intérêt du projet ;
- ❖ le calendrier dans lequel il envisage la réalisation de l'opération et la signature de l'acte qui emportera le transfert de propriété et le paiement du prix.

ARTICLE 4 – GARANTIES ET CLAUSES PARTICULIERES

4.1 Garantie d'éviction

La vente sera faite sans autre garantie que la garantie d'éviction.

Le bien est vendu en l'état au jour de la vente, libre de tout occupant, l'acquéreur étant réputé le bien connaître pour l'avoir visité. Les plans et mesures communiqués le sont à titre informatif et ne sauraient en aucun cas engager la responsabilité contractuelle du vendeur.

Il appartient aux candidats, préalablement au dépôt de leur offre d'achat, de faire à leur initiative et sous leur responsabilité, tous mesurages et diagnostics qu'ils estimeraient utiles, avec l'accord préalable du propriétaire sur les modalités, notamment sur les éléments de structure, planchers, plafonds, en respectant toutefois les périodes de visites telles qu'elles seront organisées par la collectivité selon les modalités précisées ci-après.

4.2 Clause de complément de prix

Cette clause sera précisée à l'avant-contrat puis à l'acte de cession.

En cas de revente de tout ou partie de l'immeuble **dans son état d'origine et sans travaux dans les cinq ans de l'acte de vente**, à un prix ou valeur supérieur au prix stipulé dans l'acte, l'acquéreur versera à la Ville d'Orléans un complément de prix correspondant à 50 % de la plus-value réalisée.

Pour permettre à la Ville d'exercer un contrôle sur le montant du complément de prix qui lui sera éventuellement dû, l'acquéreur s'engage, dans le délai de 5 ans stipulé à compter de la signature de l'acte translatif de propriété, à informer le vendeur de la vente intervenue et à lui communiquer une attestation du notaire rédacteur de l'acte de vente indiquant la description du bien vendu et son prix de vente.

Le versement du complément de prix devra intervenir dans les 30 jours de la signature de l'acte de vente ou, si celui-ci est plus tardif, du versement de tout ou partie du prix.

Le défaut de paiement dans le délai susvisé entraînera de plein droit la facturation par le vendeur à l'acquéreur d'intérêts de retard au taux de base bancaire majoré de 2,5 points, ce taux ne pouvant être inférieur à 1,5 fois le taux d'intérêt légal.

ARTICLE 5 – DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

5.1 Calendrier de la procédure

❖ Publicité de la vente et visites : **du 12 janvier au 20 février 2026.**

Les candidats désirant visiter l'immeuble doivent contacter Madame Fabienne PREUIL au 02.38.79.25.56 (safsi@orleans-metropole.fr) pour convenir d'un rendez-vous. Une fiche de visite sera à renseigner pour laisser vos coordonnées afin d'être tenus informés d'éventuelles informations complémentaires diffusées en cours de procédure.

Une information sera également faite le cas échéant sur le site internet de la Ville d'Orléans.

❖ Date limite de réception des offres d'achat : **le 31 mars 2026 à 17h00.**

La Ville d'Orléans se réserve toutefois la faculté de proroger les délais de fin de visite et/ou de remise des offres fixés au présent cahier des charges en fonction des circonstances.

Cette information sera diffusée, le cas échéant, sur le site Internet de la Ville d'Orléans et à toute personne qui aura fait connaître son intérêt pour le bien et laissé ses coordonnées à cet effet (nom, adresse électronique, téléphone). Il sera dans cette hypothèse proposé aux candidats ayant déjà déposé une offre au moment de l'information de prorogation de maintenir ou de retirer leur offre.

En aucun cas l'exercice de cette faculté n'engagera la responsabilité contractuelle de la Ville d'Orléans.

- ❖ **Date de signature de l'acte authentique : dès la levée des conditions suspensives, avec une date ultime qui sera précisée entre la Ville d'Orléans et son cocontractant à la signature de la promesse de vente.**

5.2 Interlocuteurs / Demandes de renseignements

Madame Fabienne PREUIL, du Service Action Foncière et Stratégie Immobilière (02.38.79.25.56 – safsi@orleans-metropole.fr) reste à la disposition des candidats pour répondre à toute demande de renseignement relative à la procédure de cession ou aux caractéristiques du bien.

Le Service Instruction et Autorisations d'Urbanisme (02.38.79.25.80) pourra répondre aux questions relatives aux règles d'urbanisme applicables.

La Ville d'Orléans se réserve néanmoins la faculté de ne pas répondre à une question susceptible de porter atteinte à l'égalité entre les candidats, ou de communiquer la question et la réponse apportée à tous les candidats qui se seront déclarés. Aucune réponse ne sera plus apportée aux questions posées moins de 10 jours avant la date limite impartie pour déposer une offre d'achat.

5.3 Présentation des offres d'acquisition

Les candidats transmettront leur offre, rédigée en français et signée par une personne physique habilitée à engager juridiquement et financièrement le candidat quelle que soit sa forme juridique, ainsi que les documents justificatifs demandés, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception et de garantir leur confidentialité, notamment :

- par voie postale en lettre recommandée avec accusé de réception sous double enveloppe cachetée portant sur ses deux faces les mentions : « NE PAS OUVRIR - Offre d'acquisition – 10 quai du Châtelet »,
- ou par remise contre récépissé dans les bureaux du Service Action Foncière et Stratégie Immobilière, Espace Saint Marc, 5 place du 6 juin 1944, 4^{ème} étage, bureau n° 411, aux heures d'ouverture au public (9h-17h),

et ce, au plus tard le **mercredi 31 mars 2026 à 17 heures**. Les plis parvenus hors délai ou sous enveloppe non cachetée seront irrecevables.

Afin de préserver le caractère confidentiel des offres, l'envoi par courriel est irrecevable.

5.4 Contenu des offres

L'offre d'achat, qui pourra être exprimée sur l'un des formulaires joint au dossier, devra comprendre les données suivantes :

Données juridiques

↳ Le candidat doit expressément :

- ❖ présenter une offre d'acquérir le bien, à son profit, dans sa totalité, et sans possibilité de substitution sauf au bénéfice d'une société civile immobilière dans laquelle il maîtriserait plus de 50 % des parts
- ❖ accepter l'ensemble des termes du présent cahier des charges et s'engager à les respecter s'il était retenu.

↳ Le candidat joindra à son dossier :

- ❖ s'il s'agit d'une personne physique : ses éléments d'état civil, situation matrimoniale et coordonnées complètes
- ❖ s'il s'agit d'une société ou d'une personne morale : dénomination sociale, capital social, siège social et coordonnées complètes, les statuts, le nom de son dirigeant, de son représentant légal ou de la personne dûment habilitée à prendre l'engagement d'acquérir, la répartition de son capital social avec les noms de ses associés, son extrait de l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés, au Répertoire des Métiers ou équivalent et une attestation sur l'honneur que la société est à jour de ses cotisations sociales et fiscales

↳ Le candidat doit également mentionner explicitement et précisément les éventuelles conditions suspensives auxquelles il entend subordonner la conclusion de la vente, notamment au regard du projet qu'il poursuit sur le site. **A défaut, elles ne pourront être prises en compte lors de l'établissement de la promesse de vente.** Ainsi, il précisera notamment :

- ❖ **S'il entend financer tout ou partie de son acquisition par un prêt.** Dans cette hypothèse, il mentionnera : les références de l'établissement prêteur, le montant du ou des prêts souscrits, la durée du ou des prêts, le taux d'intérêt maximum accepté et le délai dans lequel il s'oblige à déposer sa ou ses demandes de prêt. Il est également invité à produire tout document ou attestation permettant d'apprécier sa capacité financière à réaliser l'acquisition et à obtenir le prêt envisagé, par exemple un avis favorable de son établissement bancaire. L'offre sera réputée présentée sous condition suspensive d'obtention du ou desdits prêts.
- ❖ **S'il subordonne la régularisation de la vente à la délivrance des autorisations d'urbanisme et administratives nécessaires à la réalisation de son projet, purgées ou non du délai de recours des tiers.** Il indiquera alors le délai dans lequel il s'obligera à déposer sa demande d'autorisation d'urbanisme, trois mois au plus à compter de la notification de la délibération acceptant une offre d'achat, et surtout, son engagement d'afficher l'autorisation d'urbanisme dans les huit jours de la notification de sa délivrance et de justifier d'un affichage continu constaté par commissaire de justice pendant la période du délai de recours.

Données financières

L'offre d'achat doit être exprimée en euros et en prix net et HT pour le vendeur Ville d'Orléans, le candidat faisant son affaire personnelle des frais et émoluments de l'acte notarié, des taxes et droits divers et des éventuels honoraires de ses conseils.

Informations relatives au projet du candidat

Afin de permettre une analyse de la faisabilité des projets des candidats, étant précisé que la Ville d'Orléans ne souhaite pas que le bien soit démoli, une clause particulière sera intégrée à l'acte de vente en ce sens, le candidat devra décrire son projet le plus précisément possible dans une notice jointe à son offre, qui indiquera notamment :

- ❖ quelle sera l'utilisation du bien après l'acquisition, et notamment le cas échéant, le nombre de logement (et leur typologie) ou de bureaux projetés, en détaillant les surfaces utiles et de plancher. S'il y a projet d'implanter une activité identifiée, le candidat apportera les précisions utiles pour apprécier l'intérêt du projet.

- ❖ le calendrier dans lequel il envisage la réalisation de l'opération et la signature de l'acte qui emportera le transfert de propriété et le paiement du prix, au plus tard à la date convenue entre les parties.

Toute offre incomplète ou ne répondant pas aux caractéristiques précisées au présent document pourra être déclarée irrecevable, sans que la Ville d'Orléans ne propose nécessairement une régularisation.

5.5 Analyse des offres / critères d'évaluation

A la fin du délai de remise des offres, les enveloppes contenant les offres d'achat seront ouvertes par l'adjoint délégué.

Ces offres seront examinées selon les critères suivants, ni hiérarchisés, ni pondérés :

- ❖ le prix proposé, les éventuels éléments de bilan produits par le candidat étant alors utiles pour justifier la formation du prix,
- ❖ les délais et les éventuelles conditions suspensives pour réaliser la vente,
- ❖ la faisabilité du projet poursuivi par le candidat, appréciée au regard des éléments fournis (urbanisme réglementaire...),
- ❖ la capacité du candidat à respecter ses engagements et à réaliser la transaction et l'opération dans les délais convenus (appréciée notamment au regard de ses compétences, références et moyens).

Toute offre d'acquérir formalisée par l'acte d'engagement, doit être ferme et ne peut être rétractée jusqu'à son acceptation par le Conseil Municipal.

Passé le délai de 7 mois suivant la date limite du dépôt des offres d'achat et faute pour la Ville d'Orléans de s'être prononcée, le candidat sera toutefois délié de tout engagement.

La Ville d'Orléans se réserve en effet la faculté de ne pas donner suite aux offres reçues pour quelque motif que ce soit ou de renoncer à la vente, sans que les candidats puissent demander en contrepartie une quelconque indemnisation. La Ville n'aurait pas à justifier une telle décision, qui serait dans cette hypothèse motivée par une considération d'intérêt général ou juridique.

Enfin, dans le respect du principe d'égalité entre les candidats, le Maire d'Orléans ou son représentant pourra décider d'ouvrir les discussions avec tous les candidats afin de faire préciser les éléments de leur offre ayant permis de déterminer leur offre de prix. Si à l'issue de cette phase de discussion, un ou des candidats souhaitent faire évoluer leur projet et/ou leur offre financière, tous les candidats seront invités à déposer s'ils l'estiment utile une nouvelle offre, dans un délai qui leur sera alors communiqué.

5.6 Suite donnée à l'offre d'achat et signature de la vente, emportant transfert de propriété

Le Conseil Municipal délibère ensuite pour désigner l'acquéreur, fixer les conditions suspensives et autoriser la signature de la vente. Cette décision n'emporte pas formation du contrat de vente, par dérogation aux stipulations de l'article 1583 du code civil. Cette décision ne crée pas de droits au profit du futur acquéreur tant que les conditions suspensives ne sont pas réalisées.

La formation de la vente est ainsi retardée à la signature de l'acte authentique de vente. Le transfert de propriété intervient également par la signature de l'acte authentique de vente, après réalisation des conditions suspensives, avec complet paiement du prix et des frais entre les mains du rédacteur de l'acte notarié, par dérogation aux stipulations de l'article 1304-6 du code civil.

La délibération devient exécutoire après transmission en Préfecture du Loiret au titre du contrôle de légalité et est définitive en l'absence de recours à l'expiration d'un délai de deux mois.

La Ville d'Orléans choisit en effet librement l'acquéreur, étant précisé qu'elle doit néanmoins délibérer au vu de l'évaluation de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, conformément aux dispositions de l'article L.1311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La procédure ne prévoit pas la faculté pour les candidats évincés de faire une surenchère.

Le candidat dont l'offre aura été retenue ne pourra se substituer aucun tiers, sauf une société civile immobilière ou autre société dont il détiendrait la majorité des parts. Il s'oblige à signer une promesse notariée et à verser une indemnité d'immobilisation égale à 10 % du prix proposé, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification de la délibération exécutoire. L'acquéreur aura toutefois la possibilité de substituer un cautionnement bancaire, qui devra être déposé en l'étude du notaire ayant reçu la promesse de vente dans les 14 jours de sa signature.

La Ville d'Orléans désigne Maître BANNERY de l'étude NORIAL, notaire à Orléans, pour recevoir les actes consécutifs, promesse de vente puis acte authentique de vente. L'acquéreur précisera s'il souhaite être représenté par son propre conseil.

ARTICLE 6 – DOSSIER REMIS ET DOCUMENTS EN CONSULTATION OU TELECHARGEABLES

La Ville d'Orléans remettra à toute personne visitant le bien et sur sa demande un dossier comprenant :

1. Le présent document précisant les modalités de la consultation et valant cahier des charges de la cession, qui sera rappelé à la promesse de vente, puis à l'acte définitif
2. Acte d'engagement
3. Plan de situation
4. Plan cadastral

Sont également consultables sur le site internet de la collectivité :

5. L'extrait du règlement du PLUm : <https://www.orleans-metropole.fr/actions-et-services/grands-projets-urbains/consulter-le-plum>
6. Les diagnostics immobiliers obligatoires à la vente

ARTICLE 7 – ELECTION DE DOMICILE

Pour toute notification ou acte de procédure, notamment au titre de la préparation, de l'exécution de la promesse puis de l'acte de vente, le futur acquéreur élit domicile à l'adresse mentionnée sur l'acte d'engagement, s'obligeant par ailleurs à faire notifier tout changement de domiciliation au notaire désigné par la Ville d'Orléans pour recevoir les actes.